

**Compagnie Générale de Géophysique - Veritas SA
(CGGVeritas)**

Exercice clos le 31 décembre 2011

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
S.A. au capital de € 8.320.000

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

**Compagnie Générale de Géophysique - Veritas SA
(CGGVeritas)**

Exercice clos le 31 décembre 2011

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CGGVeritas, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note I de l'annexe aux états financiers mentionne les jugements et estimations significatifs retenus par votre société. Nous avons considéré, dans le cadre de notre audit, que ces jugements et estimations concernent principalement l'évaluation et la dépréciation des titres de participation.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent l'évaluation et la dépréciation des titres de participation, à revoir, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection les calculs effectués par votre société et à vérifier que les différentes notes aux états financiers fournissent une information appropriée.

Dans le cadre de nos appréciations de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

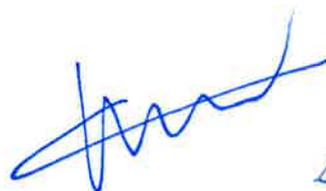
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 17 avril 2012.

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres



Xavier Charton



Jean-Marc Deslandes



Philippe Diu



Nicolas Pfeuty

**COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2011 DE LA
COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE-VERITAS**

BILAN

	31 décembre 2011			31 décembre 2010
	Valeur brute	Amortis. & dépréc.	Valeur nette	Valeur nette
	(en milliers d'euros)			
ACTIF IMMOBILISE	4 540 728	(331 362)	4 209 366	3 080 846
Immobilisations incorporelles	15 531	(1 526)	14 005	9 066
Fonds commercial	5	—	5	5
Autres immobilisations incorporelles	10 833	(1 526)	9 307	8 016
Immobilisations incorporelles en cours	4 693	—	4 693	1 045
Immobilisations corporelles	27 008	(12 821)	14 187	13 637
Terrains	1 136	—	1 136	1 136
Constructions	22 295	(10 007)	12 288	8 746
Matériel d'exploitation et outillage	151	(168)	(17)	(16)
Autres immobilisations corporelles	3 006	(2 646)	360	561
Immobilisations en cours	420	—	420	3 210
Immobilisations financières	4 498 189	(317 015)	4 181 174	3 058 143
Participations	3 641 971	(315 525)	3 326 446	2 177 963
Créances rattachées à des participations	854 125	(1 490)	852 635	877 926
Prêts	1 793	—	1 793	1 959
Autres immobilisations financières	300	—	300	295
ACTIF CIRCULANT	377 065	(2 066)	374 999	254 352
Avances & acomptes versés s/commandes	140	—	140	179
Créances	99 794	(2 066)	97 728	28 938
Créances clients et comptes rattachés	6 767	—	6 767	6 227
Autres créances d'exploitation	2 441	(367)	2 074	1 513
Autres créances	90 586	(1 699)	88 887	21 198
Valeurs mobilières de placement et créances assimilées	67 110	—	67 110	67 579
Disponibilités	210 021	—	210 021	157 656
Compte de régularisation actif	137 101	—	137 101	51 933
TOTAL ACTIF	<u>5 054 894</u>	<u>(333 428)</u>	<u>4 721 466</u>	<u>3 387 131</u>

	Avant affectation du résultat		Après affectation du résultat	
	31-déc-11	31-déc-10	31-déc-11	31-déc-10
	(en milliers d'euros)			
CAPITAUX PROPRES	2 500 506	1 941 006	2 500 506	1 941 006
Capital	60 745	60 603	60 745	60 603
Primes d'émission, d'apport, de conversion	1 969 842	1 967 640	1 969 842	1 967 640
Ecart de réévaluation	245	244	245	244
Réserve légale	3 520	3 520	6 075	3 520
Autres réserves	6 453	6 468	6 453	6 468
Report à nouveau	(98 070)	(323 494)	456 546	(98 069)
Résultat de l'exercice	557 171	225 425	—	—
Provisions réglementées	600	600	600	600
PROVISIONS	45 390	31 871	45 390	31 871
Provisions pour risques	34 994	18 480	34 994	18 480
Provisions pour charges	10 396	13 391	10 396	13 391
DETTES	2 112 984	1 387 189	2 112 984	1 387 189
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 454 599	967 729	1 454 599	967 729
Avances et acomptes reçus sur commandes	—	—	—	—
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 098	13 925	6 098	13 925
Dettes fiscales et sociales	8 033	2 491	8 033	2 491
Autres dettes d'exploitation	1 567	1 142	1 567	1 142
Dettes s/immobilisations & comptes rattachés	1 142	1 158	1 142	1 158
Autres dettes	641 545	400 744	641 545	400 744
Compte de régularisation passif	62 586	27 065	62 586	27 065
TOTAL PASSIF	<u>4 721 466</u>	<u>3 387 131</u>	<u>4 721 466</u>	<u>3 387 131</u>

COMPTE DE RESULTAT

	31 décembre	
	2011	2010
	(en milliers d'euros)	
Prestations de service	107	97
Produits des activités annexes	10 425	10 804
CHIFFRE D'AFFAIRES	10 532	10 901
Consommations en provenance des tiers	(43 753)	(18 898)
Impôts et taxes	(1 406)	(987)
Charges de personnel	(14 619)	(9 669)
Autres produits (charges) de gestion courante	(677)	(637)
Dotations aux amortissements, dépréciations & provisions	(9 897)	(5 664)
Reprises sur amortissements, dépréciations & provisions	22 660	3 130
RESULTAT D'EXPLOITATION	(37 160)	(21 824)
Gain (perte) de change	33 936	62 823
Dividendes reçus des filiales	589 382	187 063
Autres produits (charges) financiers	69 598	56 374
Intérêts financiers	(98 543)	(93 426)
Dotations aux provisions	(58 138)	(179 311)
Reprises sur provisions	33 412	179 904
RESULTAT FINANCIER	569 647	213 427
RESULTAT COURANT	532 487	191 603
Résultat net des cessions d'actifs	7 140	(10 777)
Dotations pour dépréciation & provisions exceptionnelles	—	(1 280)
Reprises sur dépréciations & provisions exceptionnelles	1 991	41 120
Autres éléments exceptionnels	(17 121)	(12 544)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 990)	16 519
IMPOTS SUR LES BENEFICES	32 674	17 303
RESULTAT NET	<u>557 171</u>	<u>225 425</u>

NOTE 1 — PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de la Société sont établis conformément au PCG 99 et en conformité avec les dispositions du Code de Commerce (articles L123-12 à L123-28) et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Pour établir les Etats Financiers conformément aux principes comptables généralement admis, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction de la Société à partir d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer des données estimées.

La Compagnie Générale de Géophysique-Veritas SA (« CGGVeritas ») est la société-mère du Groupe CGGVeritas.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition est constitué des éléments suivants :

- prix d'achat
- coûts directement attribuables engagés pour mettre l'immobilisation en place et en état de fonctionner
- estimation initiale des coûts de démantèlement

Les opérations de crédit-bail qui transfèrent le titre de propriété du bien à l'issue du contrat ne sont pas considérées dans les comptes annuels comme des acquisitions d'immobilisations assorties d'un emprunt.

Les immobilisations sont amorties sur la base du coût d'acquisition diminué de sa valeur résiduelle lorsque celle-ci est significative et selon le mode linéaire. Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

— constructions à usage administratif et commercial	20 à 40 ans
— agencements	6 à 10 ans
— matériel et outillage d'exploitation.....	3 à 5 ans
— matériel de transport.....	3 à 5 ans
— matériel de bureau et mobilier.....	3 à 10 ans
— logiciels, ERP	5 à 10 ans

Les matériels et logiciels ne font plus l'objet d'un amortissement fiscal dérogatoire.

Les dépenses de réparation ou de maintenance qui ne prolongent pas de manière significative la durée de vie de l'immobilisation concernée ou qui ne constituent pas d'avantages économiques complémentaires sont comptabilisées en charges de la période.

La Société applique depuis le 1^{er} janvier 2005 les règlements 2002-10 et 2004-06 du comité de réglementation comptable, relatifs respectivement à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Perte de valeur des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet de dépréciation exceptionnelle lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La nécessité d'une dépréciation est appréhendée par groupe d'actifs autonomes par comparaison de la valeur nette comptable à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction de la Société.

Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur de marché ou, le cas échéant, celle des flux de trésorerie actualisés.

Titres de participation

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation est constituée à raison des moins-values latentes, lesquelles sont généralement estimées en fonction de la quote-part d'actif net. La dépréciation de l'écart d'acquisition inclus dans le coût d'acquisition des titres est retenue par la Société lorsque les perspectives d'activité de la filiale divergent de manière significative des hypothèses qui ont prévalu lors de l'acquisition.

Titres de placement, instruments financiers et autres disponibilités

Les titres de placement sont constitués de valeurs mobilières de placement et de dépôts à court terme dont l'échéance est généralement inférieure à trois mois. Ces titres sont comptabilisés au montant le plus faible entre le prix de revient et la valeur de marché.

La Société utilise généralement des contrats de couverture à terme pour limiter le risque de change relatif aux excédents en dollar américain escomptés et générés par les opérations futures déjà en carnet de commandes.

Lorsque ces contrats d'achat/vente à terme sont considérés comme des opérations de couverture, la Société ne tient pas compte des profits ou pertes futurs sur ces instruments à la clôture et comptabilise le gain ou la perte réalisé lors du dénouement de l'opération.

Lorsque ces contrats d'achat/vente à terme sont considérés comme des opérations spéculatives, la Société comptabilise une provision pour risque de change à la clôture en cas de perte latente.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement figurent dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Impôts sur les sociétés

La Société comptabilise l'impôt sur les sociétés en conformité avec les lois et règles fiscales du pays dans lequel elle réalise ses résultats. Les régimes fiscaux et les taux d'imposition en vigueur sont très variables d'un pays à l'autre.

Compte tenu du mode de détermination des provisions pour impôt qui est souvent assis sur un profit estimé, exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, il n'existe pas de différences temporaires significatives liées aux régimes fiscaux dans la plupart des pays étrangers où la Société peut opérer.

Engagements de retraite et autres avantages sociaux

La Société participe à la constitution des retraites de son personnel en versant des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux chargés du service des allocations vieillesse. Par ailleurs, un régime de retraite complémentaire a été mis en place en 2004 pour les membres du Comité Exécutif du Groupe.

Le montant estimé et actualisé des indemnités de départs à la retraite qui seront éventuellement dues au personnel en application des conventions collectives en vigueur est provisionné au bilan. Les impacts des changements des hypothèses actuarielles sont comptabilisés au compte de résultat, au cours de l'exercice de leur constatation.

La Société n'a pas d'autres engagements significatifs concernant d'éventuels avantages sociaux consentis au personnel au-delà de sa période d'activité, tels que soins médicaux ou assurance-vie.

Provisions pour risques et charges

La Société provisionne les divers risques et charges connus à la clôture de l'exercice si les dépenses qui peuvent en résulter sont probables et peuvent être quantifiées. Si ces conditions ne pouvaient être réunies, une information serait toutefois fournie dans les notes aux Etats Financiers.

Les profits latents éventuels ne sont pas pris en compte avant leur réalisation.

NOTE 2 — FAITS MARQUANTS

— Emission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes

Le 27 janvier 2011, la Société a procédé à l'émission de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance du 1^{er} janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros. Le produit net de l'émission a été affecté au remboursement partiel de l'emprunt obligataire 7½% d'un montant de 530 millions de dollars U.S. à échéance mai 2015, permettant de réduire les frais financiers décaissés.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 27,80 euros, conduisant à une prime d'émission de 25 % par rapport au cours de référence de l'action CGGVeritas sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris.

Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,75 % payable semestriellement à terme échu le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année. Les obligations donneront droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes CGGVeritas à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations pourront faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas, sous certaines conditions.

— Emission obligataire à échéance 2021

Le 31 mai 2011, la Société a émis par placement privé international un emprunt obligataire d'un nominal de 650 millions de dollars à échéance 2021 et portant intérêt au taux de 6,5%. Les obligations ont été émises à un prix d'environ 96.45% du pair correspondant à un rendement de 7%. Le produit net de cette émission a été affecté au remboursement du montant résiduel de 70 millions de dollars U.S. de l'emprunt obligataire à échéance 2015 et à l'octroi d'un prêt de 500 millions de dollars U.S. à la filiale CGG Veritas Services Holding US Inc. pour le remboursement total de son crédit senior Term Loan B de 508 millions de dollars U.S..

— Remboursement de l'emprunt obligataire à échéance 2015

La Société a procédé au remboursement des 530 millions de dollars U.S. de l'emprunt obligataire de 7½ % à échéance 2015. Ces obligations ont été remboursées le 1^{er} mars 2011 pour un montant de 460 millions de dollars U.S. à hauteur de 103,75 % et le 1^{er} juin 2011 pour un montant de 70 millions de dollars U.S. à hauteur de 102.5% de leurs valeurs faciales. Ce remboursement a été financé par les émissions présentées ci-dessus.

— Spectrum ASA

Le 28 juillet 2011, un contrat stratégique a été signé avec Spectrum, une société norvégienne spécialisée dans le domaine des études multi-clients, pour l'apport de la majorité de notre bibliothèque multi-clients 2D dans une transaction rémunérée en actions et en numéraire. Cette opération a été finalisée le 15 septembre 2011, date à laquelle la Société est devenue actionnaire de Spectrum à hauteur de 25% et a généré une plus-value de 8,2 millions d'euros enregistrée en résultat exceptionnel.

Le 3 octobre 2011, 27,7 millions de NOK de prêts convertibles Spectrum ont été alloués à la Société dans le cadre de l'offre décrite dans le prospectus émis par Spectrum en date du 14 septembre 2011. Les prêts convertibles ont été convertis en totalité en actions au prix de 14 NOK par action en décembre 2011. La Société détient 10 840 181 actions Spectrum, représentant 29% du capital de Spectrum au 31 décembre 2011.

— Acompte sur dividende exceptionnel de Sercel Holding

Le 23 septembre 2011, Sercel Holding a distribué un acompte sur dividende exceptionnel de 475,7 millions d'euros par paiement en actions CGGVeritas Services SA qu'elle avait été amenée à détenir à l'issue d'opérations internes de restructuration juridique du Groupe. CGGVeritas SA détient 100% de CGGVeritas SA au 31 décembre 2011.

— *Avenant au crédit syndiqué français*

Le 15 décembre 2011, le crédit syndiqué français a fait l'objet d'un avenant afin d'assouplir certaines restrictions et ratios. Il a été également maintenu à 200 millions de dollars U.S, au taux du LIBOR + 325 points avec une maturité au 7 février 2014.

NOTE 3 — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Au 31 décembre					
	2011			2010		
	Brut	Amort	Net	Brut	Amort	Net
	(En millions d'euros)					
Logiciels.....	10,8	(1,5)	9,3	8,4	(0,4)	8,0
Immobilisations incorporelles en cours.....	4,7	—	4,7	1,0	0,0	1,0
Immobilisations incorporelles	15,5	(1,5)	14,0	9,4	(0,4)	9,0

Les variations de l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

	31/12/2010	Acquisitions dotations	Cessions Réformes	31/12/2011
	(En millions d'euros)			
Immobilisations brutes.....	9,4	24,7	(18,7)	15,5
Amortissement.....	(0,4)	(1,1)	—	(1,5)
Immobilisations incorporelles	9,0	23,6	(18,7)	14,0

	Au 31 décembre					
	2011			2010		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
	(En millions d'euros)					
Terrains.....	1,1	—	1,1	1,1	—	1,1
Constructions.....	22,3	(10,0)	12,3	18,0	(9,3)	8,7
Matériel et outillage.....	0,2	(0,2)	—	0,2	(0,2)	—
Autres.....	3,0	(2,6)	0,4	3,0	(2,4)	0,6
Immobilisations corporelles en cours.....	0,4	—	0,4	4,0	(1,0)	3,0
Immobilisations corporelles	27,0	(12,8)	14,2	26,3	(12,9)	13,4

Les variations de l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

	31/12/2010	Acquisitions dotations	Cessions Réformes	31/12/2011
	(En millions d'euros)			
Immobilisations brutes.....	26,3	1,7	(1,0)	27,0
Amortissement.....	(12,7)	(1,0)	1,0	(12,8)
Immobilisations corporelles	13,6	0,7	0,0	14,2

Les immobilisations corporelles incluent pour un montant de 8 millions d'euros les immeubles de Massy destinés à la vente.

NOTE 4 — IMMOBILISATIONS FINANCIERES

— Participations

La variation du poste participations se décompose ainsi :

	<u>Au 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
Solde net en début de période.....	2 178,0	1 848,2
Acquisitions de titres	1 154,7	323,0
Sortie / Cession de titres	—	(11,5)
Variation de provisions	(6,3)	15,2
Autres	—	3,1
Solde net en fin de période.....	<u>3 326,4</u>	<u>2 178,0</u>

Le détail des titres de participations par société, nets des dépréciations, est le suivant :

	<u>Au 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
Ardiseis FZCO	8,6	8,6
Argas	4,3	4,3
C.B.G.	—	—
CGGAP Sdn Bhd	0,3	0,3
CGG do Brasil	2,7	2,7
CGG Explo.....	0,4	1,2
CGG Marine Resources Norge AS.....	252,4	237,6
CGG Nigeria	—	—
CGG Portuguesa.....	—	—
CGG Pakistan.....	—	—
CGG SA	—	—
CGG Selva.....	—	—
CGGVeritas Services Holding BV	2 120,9	1 462,5
CGGVeritas International.....	0,2	0,2
CGGVeritas Services Norway AS.....	32,9	41,2
CGGVeritas Services SA	780,0	304,3
CGG Vostok.....	—	—
EXGEO	1,2	2,0
Geoexplo	—	—
Geomar	0,6	0,6
G.O.C.	0,1	0,1
Petrodata Consulting LLC.....	0,0	—
CGG Indonésia.....	0,1	0,1
Sercel.....	0,5	0,5
Sercel Holding.....	28,4	28,4
Sovfransgeo.....	—	—
Spectrum.....	20,6	—
Wavefield Inseis AS.....	72,2	83,4
Titres nets.....	<u>3 326,4</u>	<u>2 178,0</u>

Les données au 31 décembre 2011 relatives aux principales filiales sont les suivantes :

Filiales	Devise	Capitaux propres	Quote-part de	Résultat du dernier
		avant résultat		capital détenue en %
		(en devise)	(en devise)	
(En millions d'euros ou en millions d'unités de monnaie nationale)				
CGG Marine Resources Norge AS.....	USD	317,2	100	24,2
CGGVeritas Services SA	USD	655,1	100	(351,2)
CGGVeritas Services Holding BV	USD	3051,4	100	178,7
CGGVeritas Services Norway.....	USD	64,6	100	0,3
Sercel Holding.....	EUR	(246,2)	100	618,3
Ardiseis	USD	58,0	100	1,0
Wavefield Inseis AS.....	USD	(6,2)	100	6,2

1€ = 1,2939 U.S.\$

L'augmentation des titres provient des transactions suivantes :

— CGGVeritas Services Holding BV

- 28 janvier 2011 : augmentation de capital par conversion de compte courant pour un montant de 360,0 M€
- 22 février 2011 : augmentation de capital par conversion de compte courant pour un montant de 36,6 M€
- 25 mars 2011 : augmentation de capital par conversion de compte courant pour un montant de 28,9 M€
- 28 avril 2011 : augmentation de capital par conversion de compte courant pour un montant de 21,1 M€
- 31 mai 2011 : augmentation de capital par conversion de compte courant pour un montant de 197,8 M€
- 21 juin 2011 : augmentation de capital par conversion de compte courant pour un montant de 13,9 M€

— Petrodata Consulting LLC

- 17 mars 2011 : acquisition d'une action pour 25 000 USD

— Spectrum

- 15 septembre 2011 : acquisition de 8 862 826 actions en nature pour 16,0 M€
- 30 décembre 2011 : acquisition de 1 977 355 actions par conversion en actions du prêt convertible pour 4,6 M€

— CGGVeritas Services SA

- 23 septembre 2011 : rémunération de l'acompte sur dividende de Sercel Holding en 116 864 724 actions pour un montant total de 475,7 M€ (voir Note 2)

La variation de la dépréciation des titres est résumée dans le tableau suivant :

	<u>31/12/2010</u>	<u>Dotations</u>	<u>Reprises</u>	<u>31/12/2011</u>
Dépréciations	309,3	21,0	(14,8)	315,5

— Créances rattachées aux participations

La variation du poste créances rattachées aux participations se décompose ainsi :

	<u>Au 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
(En millions d'euros)		
Solde net en début de période.....	877,9	553,7
Emissions	342,3	326,4
Remboursements	(29,7)	(9,2)
Conversions.....	(375,3)	(53,9)
Autres	37,4	60,9
Solde net en fin de période.....	852,6	877,9

Le 31 mai 2011, un nouveau prêt de 500 MUSD a été accordé à la filiale CGGVeritas Services Holding US Inc. portant intérêts à 6,50 % l'an et à échéance mai 2021. Ce prêt vient compléter celui accordé en janvier 2007 d'un montant de 600 MUSD portant intérêts à 7,50 % l'an sur 200 MUSD et 7,75 % l'an sur 400 MUSD et à échéance janvier 2017. Les prêts accordés à la filiale CGGVeritas Services Holding BV de 113,5 MUSD et 420 MUSD ont été remboursés par imputation sur le compte-courant.

Le 1^{er} septembre 2010, un prêt de 420 MUSD avait été accordé à la filiale CGGVeritas Services Holding BV portant intérêts à 9,50 % l'an et à échéance août 2015.

NOTE 5 — CLIENTS

	<u>Au 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
Clients et comptes rattachés	6,8	6,2
Créances à l'avancement	—	—
Clients factures à établir	—	—
Provision pour créances douteuses	—	—
Clients et comptes rattachés — net	<u>6,8</u>	<u>6,2</u>
Dont à plus d'un an		

Les clients de la Société sont presque exclusivement des sociétés du Groupe.

NOTE 6 — AUTRES CREANCES

Les autres créances se décomposent de la façon suivante :

	<u>Au 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
Créances et crédits d'impôt	8,0	13,4
Avances de trésorerie accordées et intérêts rattachés, nets	50,4	0,9
Intégration fiscale — Comptes courants débiteurs	27,8	5,8
Autres	2,7	1,1
Autres créances	<u>88,9</u>	<u>21,2</u>

NOTE 7 — CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS

Le capital social de CGGVeritas se composait au 31 décembre 2011 de 151 861 932 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,40 euros. Les actions ordinaires en nominatif détenues depuis plus de deux ans donnent un droit de vote double.

Droits à dividendes

Les dividendes peuvent être distribués à partir des réserves de la société-mère, en conformité avec la loi française et les statuts de la Société. Au 31 décembre 2011, le montant des réserves libres de la Société s'élevait à 2 435,0 millions d'euros se ventilant comme suit :

- Bénéfice de l'exercice : 557,2 millions d'euros
- Report à nouveau : (98,1) millions d'euros
- Autres réserves : 6,5 millions d'euros (dont 0,4 million d'euros de réserves bloquées)
- Primes d'émission, d'apport et de conversion : 1 969,8 millions d'euros

Emission d'actions

En 2011, CGGVeritas a émis 355 823 actions ordinaires entièrement libérées liées aux opérations suivantes :

- 318 823 actions ordinaires entièrement libérées, liées à des stocks options exercées pour lesquelles la Société a reçu un montant en nominal de 0,1 million d'euros, soit 2,3 millions d'euros globalement (primes d'émission incluses),
- 37 000 actions ordinaires entièrement libérées, liées à l'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance du plan du 16 mars 2009.

Variation des capitaux propres

	Au 31/12/10	Affectation résultat 2010	Résultat 2011 (en millions d'€)	Augmentation de capital	Autres mouvements	Au 31/12/11
Capital	60,6			0,1		60,7
Primes d'émission, d'apport et de conversion	1 967,7			2,2		1 969,8
Ecart de réévaluation	0,2					0,2
Réserve légale	3,5					3,5
Autres réserves	6,1					6,1
Réserves bloquées ⁽¹⁾	0,4					0,4
Report à nouveau	(323,5)	225,4				(98,1)
Résultat de l'exercice	225,4	(225,4)	557,2			557,2
Provisions réglementées	0,6					0,6
Capitaux propres	<u>1 941,0</u>	==	<u>557,2</u>	<u>2,3</u>	==	<u>2 500,5</u>

⁽¹⁾ Le poste « Réserves bloquées » correspond aux montants maximum qui seraient prélevés des réserves pour constatation de l'augmentation de capital résultant des plans d'attribution gratuite d'actions des 22 mars 2010 et 24 mars 2011 dont la décision d'attribution interviendra respectivement, d'une part, à la date la plus tardive entre le 22 mars 2012 et la date de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011, et d'autre part, entre le 24 mars 2013 et la date de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

Plans d'options de souscription

Le Conseil d'administration du 24 mars 2011 a décidé d'attribuer :

- 964 363 options de souscription d'actions à 364 bénéficiaires. Le prix de souscription a été fixé à 25,48 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan ;
- 200 000 options de souscription d'actions au Président et au Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 25,48 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
 - un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
 - un objectif d'indicateur financier d'EBITDAS, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Le prix d'exercice de chaque option est la valeur de marché moyenne de l'action établie durant les vingt jours de cotation se terminant le jour précédant la date d'attribution de l'option.

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 31 décembre 2011 :

	Options attribuées	Options non exercées au 31/12/11	Prix d'exercice par action (€)	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
Plan du 11 mai 2006	1 012 500	951 095	26,26 €	10 mai 2014	28,3
Plan du 23 mars 2007	1 308 750	1 164 000	30,40 €	23 mars 2015	38,7
Plan du 14 mars 2008	1 188 500	1 079 340	32,57 €	14 mars 2016	50,5
Plan du 16 mars 2009	1 327 000	982 610	8,82 €	16 mars 2017	62,5
Plan du 06 janvier 2010	220 000	220 000	14,71 €	6 janvier 2018	72,3
Plan du 22 mars 2010	1 548 150	1 442 385	19,44 €	22 mars 2018	74,7
Plan du 21 octobre 2010	120 000	120 000	16,88 €	21 octobre 2018	81,7
Plan du 24 mars 2011	1 164 363	1 102 890	25,48 €	24 mars 2019	86,8
Total.....	<u>7 889 263</u>	<u>7 062 320</u>			

Le tableau qui suit résume sur 3 années l'information relative à l'évolution des plans de stock-options :

	2011		2010		2009	
	Options	Prix moyen d'exercice	Options	Prix moyen d'exercice	Options	Prix moyen d'exercice
Options non exercées en début d'exercice	6 428 504	22,17	4 958 740	22,35	4 181 985	25,43
Attributions.....	1 164 363	25,48	1 888 150	18,73	1 327 000	8,82
Exercées	(318 823)	7,31	(339 377)	6,10	(184 135)	7,27
Echues non exercées.....	(211 724)	20,21	(79 009)	19,86	(366 110)	16,09
Options non exercées en fin d'exercice.....	7 062 320	23,16	6 428 504	22,17	4 958 740	22,35
Options exerçables en fin d'exercice	4 535 303	16,11	3 534 518	14,05	2 230 733	11,33

Le cours moyen de l'action CGGVeritas s'est élevé à 20,17 € en 2011, 18,26 € en 2010 et 12,28 € en 2009.

Attribution d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 29 février 2012 a constaté que les conditions de performance fixées pour le plan mis en place le 22 mars 2010 étaient partiellement remplies et qu'un maximum de 76 842 actions serait attribué au titre de ce plan le 10 mai 2012.

Le Conseil d'administration du 24 février 2011 avait constaté que les conditions de performance prévues par le règlement du plan mis en place le 16 mars 2009 n'avait été que partiellement réalisé. Ainsi, seulement 37 000 actions gratuites ont en conséquence été attribuées aux bénéficiaires du plan.

Plan d'attribution du 24 mars 2011

Le 24 mars 2011, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 488 886 actions gratuites sous conditions de performance dont 13 750 et 27 500 ont été attribuées respectivement au Président et au Directeur Général. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Equipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs sur les exercices clos le 31 décembre 2011 et 2012. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 24 mars 2013 ou la date de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les actions seront effectivement attribuées sous réserve (i) de la constatation par le Conseil d'administration de la réalisation des conditions de performance prévues par le règlement du plan, et (ii) de l'existence d'un contrat de travail ou d'un mandat social entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Plan d'attribution du 22 mars 2010

Le 22 mars 2010, le Conseil d'administration a décidé l'attribution de 509 925 actions gratuites sous conditions de performance dont 27 500 attribuées au Président Directeur Général. Cette attribution définitive interviendra sous réserve de (i) la réalisation d'un EBIT net consolidé moyen sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011 et (ii) la réalisation d'un EBITDAS moyen minimum, soit du Groupe, soit du secteur Services, soit du secteur Equipement, selon l'appartenance du bénéficiaire à l'un de ces secteurs sur les exercices clos le 31 décembre 2010 et 2011. De plus, un contrat de travail ou un mandat social doit toujours exister entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Ces actions seront attribuées à l'issue d'une période d'acquisition de deux ans expirant à la plus tardive des deux dates suivantes, le 22 mars 2012 ou la date de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les actions seront effectivement attribuées sous réserve (i) de la constatation par le Conseil d'administration de la réalisation des conditions de performance prévues par le règlement du plan, et (ii) de l'existence d'un contrat de travail ou d'un mandat social entre le bénéficiaire et le Groupe au moment de la date d'attribution définitive des actions.

Le tableau qui suit résume les trois derniers plans d'actions gratuites sous conditions de performance :

	Actions gratuites attribuées	Accomplissement des conditions de performance
Plan 2009.....	516 250	37 000
Plan 2010.....	509 925	76 842
Plan 2011.....	488 886	N/A

NOTE 8 — PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

	Au 31 décembre	
	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Pertes de change.....	34,8	18,3
Coûts de restructuration.....	0,2	1,3
Autres risques et charges.....	1,7	0,2
Provisions court terme.....	36,7	19,8
Indemnités de départ à la retraite.....	8,7	12,1
Provisions moyen et long terme.....	8,7	12,1
Provisions pour risques et charges.....	45,4	31,9

Les variations de l'exercice sont résumées dans le tableau suivant :

	<u>31/12/10</u>	<u>Dotation</u>	<u>Reprise (provision utilisée)</u>	<u>Reprise (provision non utilisée)</u>	<u>31/12/11</u>
	(En millions d'euros)				
Pertes de change.....	18,3	34,8	—	(18,3)	34,8
Coûts de restructuration.....	1,3	—	(1,2)	—	0,2
Autres risques et charges.....	0,2	1,5	—	—	1,7
Provisions court terme.....	19,8	36,3	(1,2)	(18,3)	36,7
Indemnités de départ à la retraite.....	12,1	1,3	(4,6)	—	8,7
Provisions moyen et long terme.....	12,1	1,3	(4,6)	—	8,7
Provisions pour risques et charges.....	31,9	37,6	(5,8)	(18,3)	45,4

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements de départs à la retraite sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,75 % en 2011 et 2010 pour les indemnités de fin de carrière ainsi que pour la retraite complémentaire
- taux moyen de croissance des salaires : 3 % en 2011 et 2010
- âge de départ à la retraite : 65 ans

Le montant des services passés non amortis liés aux régimes des indemnités de fin de carrière et de retraite complémentaire des membres du Comité Exécutif de la Société s'élève respectivement à 1,1 million d'euros au 31 décembre 2011 et 1,2 million d'euros en 2010.

Suite au départ en retraite d'un membre du Comité Exécutif de la Société, une reprise de provision a été constatée à hauteur de 4,4 millions d'euros.

La ventilation par nature des dotations et reprises de l'exercice est la suivante :

	2011	
	<u>Dotation</u>	<u>Reprise</u>
	(En millions d'euros)	
Exploitation.....	1,3	(4,6)
Financier.....	34,8	(18,3)
Exceptionnel.....	1,5	(1,2)
Total.....	37,6	(24,1)

NOTE 9 — DETTES FINANCIERES

L'analyse des dettes financières par type de dette est la suivante :

	Au 31 décembre					
	2011			2010		
	<u>Total</u>	<u>- 1 an</u>	<u>+ 1 an</u>	<u>Total</u>	<u>- 1 an</u>	<u>+ 1 an</u>
	(En millions d'euros)					
Emprunts obligataires.....	1 082,0	—	1 082,0	957,9	—	957,9
Emprunt convertible.....	360,0	—	360,0	—	—	—
Emprunts bancaires.....	—	—	—	—	—	—
Découverts bancaires.....	0,5	0,5	—	0,1	0,1	—
Intérêts courus.....	12,1	12,1	—	9,7	9,7	—
Total dettes financières.....	1 454,6	12,6	1 442,0	967,7	9,8	957,9

Au 31 décembre 2011, la Société disposait de 155 millions d'euros de ligne de crédit court terme confirmée et non utilisée correspondant au solde du crédit syndiqué.

Aucune dette financière n'est garantie par des sûretés réelles.

Analyse par devise

	Au 31 décembre	
	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Euros	363,6	0,1
Dollars US	1 091,0	967,6
Autres devises	—	—
Total	1 454,6	967,7
dont part à moins d'un an	12,6	9,8
dont total long-terme	1 442,0	957,9

Analyse par taux d'intérêt

	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Taux variables :	0,5	0,1
Taux fixes :		
- USD : taux moyen de 7,61 %	1 090,9	967,6
- EUR : taux moyen de 1,75 %	363,2	—
Total	1 454,6	967,7

Le taux d'intérêt moyen sur les découverts bancaires utilisés était 1,7 % en 2011 et 2 % en 2010.

Analyse par échéance

	2011
	(En millions d'euros)
2012.....	12,6
2013.....	—
2014.....	—
2015.....	—
Au-delà.....	1 442,0
Total	1 454,6

Obligations à haut rendement

Depuis 2005, CGGVeritas a émis plusieurs obligations à haut rendement en dollars US à échéance 2015, 2016, 2017 et 2021.

Ces obligations font l'objet d'une cotation au Luxembourg sur le marché non réglementé Euro MTF et sont garanties par certaines filiales du Groupe.

Ces obligations contiennent certaines clauses restrictives, notamment sur la souscription d'endettement supplémentaire, la constitution de sûretés réelles, la réalisation d'opérations de cession et de crédit-bail adossé, l'émission et la vente de titres subsidiaires et le règlement de dividendes et autres paiements par certaines des entités du Groupe. De plus, le ratio de l'EBITDAS rapporté aux charges financières brutes doit être égal ou supérieur à 3.

- *Obligations à haut rendement (530 millions de dollars U.S., 7 ½% Senior Notes, échéance 2015)*

Le 1^{er} mars 2011, le Groupe a remboursé 460 millions de dollars sur les 530 millions de dollars dus au prix de 103,75% plus intérêts courus. Le 30 juin 2011, le Groupe a remboursé les 70 millions de dollars restant dus au prix de 102,5% plus intérêts courus. Cette opération a été financée par l'émission de l'emprunt obligataire décrit juste ci-dessous.

Le 9 février 2007, le Groupe a émis des obligations supplémentaires pour un montant de 200 millions de dollars portant un taux d'intérêt de 7 ½%. Les fonds reçus ont permis au Groupe de rembourser une partie du prêt relais de 700 millions de dollars U.S. ayant financé l'acquisition de Veritas.

Le 3 février 2006, le Groupe a émis des obligations supplémentaires pour un montant de 165 millions de dollars à échéance 2015 et portant un taux d'intérêt de 7 ½%. Les obligations ont été émises au prix de 103 ¼% du pair, avec un rendement minimal (« Yield-to-Worst ») de 6.9 %. Les fonds reçus ont permis au Groupe de rembourser le 10 février 2006 le solde de 140,3 millions de dollars U.S. du prêt relais de 375 millions de dollars U.S. ayant financé l'acquisition d'Exploration Resources. Le 17 août 2006, 164 millions de dollars U.S. de cet emprunt obligataire furent échangés pour des obligations identiques enregistrées auprès de la Securities Exchange Commission.

Le 28 avril 2005, le Groupe a émis sur les marchés internationaux de capitaux, un emprunt obligataire de 165 millions de dollars US à échéance 2015 au taux nominal de 7 ½%. Les fonds reçus avaient été essentiellement utilisés pour rembourser les 150 millions de dollars U.S. résiduels relatifs à l'emprunt obligataire à haut rendement échéance 2007 en date du 31 mai 2005.

- *Obligations à haut rendement (350 millions de dollars U.S., 9,50 % Senior Notes, échéance 2016)*

Le 9 juin 2009, la Société a également émis sur les marchés internationaux un emprunt obligataire de 350 millions de dollars U.S., au taux de 9,5 % et à échéance 2016, garanti par certaines filiales. Les conditions de cet emprunt sont identiques à celles des quatre emprunts obligataires déjà en place et décrits ci-dessus, avec une émission de 97 % du pair.

Le produit net de cette émission a permis à CGGVeritas de financer le remboursement partiel de 100 millions de dollars du crédit senior US sécurisé intervenue le 21 mai 2009 suite à la conclusion d'un avenant de ce contrat de crédit, de rembourser les échéances prévues sur le reste de l'année 2009 de 83 millions de dollars U.S. au titre de ce même contrat de crédit ainsi que 50 millions de dollars U.S. d'autres crédits bancaires. Le reste du produit de l'émission est venu renforcer les disponibilités existantes de la Société et permettre le cas échéant un remboursement supplémentaire des dettes financières existantes.

- *Obligations à haut rendement (400 millions de dollars U.S., 7,75 % Senior Notes, échéance 2017)*

Le 9 février 2007, la Société a également émis sur les marchés internationaux un emprunt obligataire de 400 millions de dollars U.S., au taux de 7,75 % et à échéance 2017, garanti par certaines filiales. Les conditions de cet emprunt sont identiques à celles des trois emprunts obligataires déjà en place et décrits ci-dessus, avec une émission de 100 % du pair.

Les fonds issus de ce placement obligataire ont été entièrement destinés au remboursement du crédit relais de 700 millions de dollars U.S. mis en place en novembre 2006 afin de financer l'acquisition de Veritas.

- *Obligations à haut rendement (650 millions de dollars U.S., 6,50 % Senior Notes, échéance 2021)*

Le 31 mai 2011, la Société a émis sur les marchés internationaux un emprunt obligataire de 650 millions de dollars U.S., au taux de 6,50 % et à échéance 2021, garanti par certaines filiales. Les conditions de cet emprunt sont identiques à celles des cinq emprunts obligataires déjà en place et décrits ci-dessus, avec une émission de 96,45 % du pair, à l'origine d'un rendement de 7%.

Les fonds issus de ce placement obligataire ont été destinés au remboursement du Crédit Senior "Term Loan B" restant en circulation, d'un montant de 508 millions de dollars U.S. porté par la filiale CGGVeritas Services Holding US Inc., et au remboursement des obligations à haut rendement à échéance 2015 restant en circulation.

Obligations à Option de Conversion et/ou d'Échange en Actions Nouvelles ou Existantes (360 millions d'euros, coupon de 1,75 %, échéance 2016)

Le 27 janvier 2011, la Société a procédé à l'émission de 12 949 640 obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance 1^{er} janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros.

Les fonds issus de cette émission ont été destinés au remboursement partiel de l'emprunt obligataire 7,50% de 530 millions de dollars U.S. à échéance 2015, permettant de réduire les frais financiers décaissés par le Groupe.

La valeur nominale unitaire des obligations a été fixée à 27,80 euros, ce qui fait apparaître une prime d'émission de 25 % par rapport au cours de référence de l'action CGGVeritas sur le marché réglementé de NYSE Euronext à Paris. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 1,75 % payable semestriellement à terme échu le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année. Les obligations donnent droit à l'attribution d'actions nouvelles et/ou existantes CGGVeritas à raison d'une action pour une obligation, sous réserve d'éventuels ajustements ultérieurs. Les obligations peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé au gré de CGGVeritas, sous certaines conditions.

Ligne de crédit renouvelable de 200 millions de dollars U.S

- *Avenant aux dispositions du crédit syndiqué signé le 15 décembre 2011*

Le 15 décembre 2011, le Crédit syndiqué français a été modifié afin d'assouplir certaines restrictions et ratios. Le Crédit syndiqué français a été maintenu à un montant de 200 millions de dollars U.S., avec une marge de LIBOR + 325 pb et une maturité fixée au 7 février 2014.

A la suite de ces modifications, les ratios du Crédit syndiqué français et du Crédit syndiqué U.S sont établis sur les bases suivantes :

Ratio

• Dette financière totale / EBITDAS (*)	< ou = 2,750 avant ou au plus tard le 31 décembre 2011 < ou = 2,50 avant ou au plus tard le 31 décembre 2012 < ou = 2,25 avant ou au plus tard le 31 décembre 2013 < ou = 2,00 avant ou au plus tard le 31 mars 2014
• EBITDAS / Charge d'intérêts totale (*)	> ou = 3,50 avant ou au plus tard le 31 décembre 2012 > ou = 4,00 avant ou au plus tard le 31 décembre 2013 > ou = 4,50 avant ou au plus tard le 31 mars 2014
• Dépenses nettes d'investissement (CAPEX) (**)	< MAX (600 MUSD ; < 50% de l'EBITDA)

(*) Ratios calculés à chaque fin de trimestre pour toute période de 12 mois glissants.

(**) Période de référence : l'année fiscale.

(***) Dépenses nettes d'investissement = Investissement total – Revenues issus des préfinancements.

Cette ligne de crédit n'était pas tirée au 31 décembre 2011.

- *Avenant aux dispositions du crédit syndiqué signé le 4 novembre 2010*

Le 4 novembre 2010, le crédit renouvelable a fait l'objet d'un avenant afin d'aligner le niveau des ratios financiers (covenants) à ceux de nos facilités de crédit senior « Term Loan B » et d'étendre la maturité de 2 ans de février 2012 à février 2014.

L'avenant modifie les ratios financiers à respecter de la façon suivante :

- le ratio « dette financière nette / EBITDA » est passé de 2,25 à 2,75 en 2010 baissant ensuite à 2,00 en 2014,
- le ratio « EBITDA / intérêts financiers » passe de 4,00 à 3,50 en 2010 et augmente ensuite à 4,50 en 2014.

Suite à cet avenant, les taux d'intérêts ont augmenté de 25 points de base à Libor+325, ajustés en fonction du rating de CGGVeritas par les agences de notation.

NOTE 10 — INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques de change

En vue d'équilibrer davantage les postes d'actif et de passif de son bilan, la Société cherche à libeller une partie substantielle de son endettement en dollars U.S. Au 31 décembre 2011, l'endettement à long terme libellé en dollars U.S. s'élève à 1 400,0 millions de dollars U.S.

La Société peut également conclure divers contrats pour couvrir les risques de change sur ses activités futures. Cette stratégie de réduction des risques de change a permis d'atténuer, sans l'éliminer, l'impact positif ou négatif de la variation des cours de change, sur cette devise.

Au 31 décembre 2011, les contrats d'achat à terme de dollars U.S. contre euro à échéance 2012 conclus avec la filiale Sercel se présentent comme suit :

	<u>Notionnel</u>	<u>Taux de</u> <u>couverture</u>
	(En millions d'US\$)	
Contrats à échéances du :		
31/01/2012.....	4,8	1,3418
31/01/2012.....	15,2	1,3503
28/02/2012.....	12,5	1,3418
28/02/2012.....	7,5	1,4001
31/03/2012.....	20,0	1,3418
31/03/2012.....	<u>60,0</u>	

Valeurs de marché des instruments financiers

Les montants au bilan et la valeur de marché des instruments financiers de la Société au 31 décembre 2011 sont les suivants :

	<u>2011</u>		<u>2010</u>	
	<u>Montant</u> <u>au bilan</u>	<u>Valeur</u> <u>de marché</u>	<u>Montant</u> <u>au bilan</u>	<u>Valeur</u> <u>de marché</u>
	(En millions d'euros)		(En millions d'euros)	
Titres de placement et autres disponibilités.....	277,1	277,8	225,2	229,7
Découverts bancaires :				
— Taux variable.....	(0,5)	(0,5)	(0,1)	(0,1)
Emprunts obligataires:				
— Taux fixe.....	1 454,1	2 005,1	957,9	1 433,1
Contrats d'achat à terme.....	—	2,0	—	0,4

Pour les autres immobilisations financières, les clients, les autres créances d'exploitation, les titres de placement et autres disponibilités, les fournisseurs et les autres dettes d'exploitation, la Société estime que la valeur inscrite au bilan peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Pour les emprunts à taux variable, la valeur de marché est équivalente à la valeur au bilan.

La valeur de marché des contrats d'achat/vente à terme est estimée à partir des cours à terme, négociables sur les marchés financiers, pour des échéances comparables.

Au 31 décembre 2011, les titres de placement s'élevaient à 67,1 millions d'euros et se décomposaient comme suit :

- 13,8 millions d'euros représentant 800 000 actions propres détenues en nom propre ; le contrat de liquidité ayant pris fin en octobre 2010,
- 19,6 millions d'euros représentant 117 bons à moyen terme négociables,
- 33,7 millions d'euros représentant de 294 718.20 SICAV de trésorerie. La valeur des titres au cours du 31 décembre s'élève à 33,7 millions d'euros.

NOTE 11 — DETTES FOURNISSEURS

Le poste fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2011 dont 1,0 million d'euros de factures non parvenues. Les dettes fournisseurs ne comprennent pas d'effets de commerce.

Les échéances des dettes fournisseurs se décomposent comme suit :

- échéance à 30 jours : 4,6 millions d'euros
- échéance à 60 jours : 0,4 million d'euros
- échéance à + de 60 jours : 0,1 million d'euros

NOTE 12 — DETTES FISCALES ET SOCIALES

L'analyse des dettes fiscales et sociales est la suivante :

	Au 31 décembre	
	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Dettes sociales	4,8	1,8
IS à payer.....	2,0	—
TVA et autres dettes fiscales	1,2	0,7
Dettes fiscales et sociales	8,0	2,5

Le poste « Dettes sociales » comprend 3,9 millions d'euros de provisions de charges à payer.

NOTE 13 — AUTRES DETTES

L'analyse des autres dettes est la suivante :

	Au 31 décembre	
	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Avances de trésorerie reçues et intérêts rattachés.....	502,9	289,5
Comptes-courants liés à l'intégration fiscale.....	137,9	110,5
Autres	0,7	0,7
Autres dettes	641,5	400,7

Les autres dettes sont à échéance de moins d'un an.

NOTE 14 — COMPTES DE REGULARISATION

Le poste « Comptes de régularisation actif » se ventile de la manière suivante :

	Au 31 décembre	
	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Commissions crédit revolving	2,1	2,0
Primes d'assurance	—	0,1
Divers	0,2	0,3
Charges constatées d'avance	2,3	2,4
Primes de remboursement des emprunts	22,0	6,2
Commissions et autres frais relatifs aux émissions d'emprunts	18,4	8,7
Charges à répartir	40,4	14,9
Pertes de change latentes	94,3	34,6
Ecarts de conversion actif	94,3	34,6
Comptes de régularisation actif	137,1	51,9

L'ensemble des dettes et créances, à l'exception de celles relatives au crédit revolving et aux emprunts obligataires, est à échéance de moins d'un an. Les commissions et autres frais relatifs au crédit revolving et emprunts sont étalés sur leurs durées respectives. La partie à moins d'un an de ces frais s'élève à 4,6 millions d'euros au 31 décembre 2011.

La prime d'émission de l'emprunt obligataire de 650 millions de dollars U.S à échéance 2021 s'est élevée à 23,1 millions d'euros.

Les pertes et profits de change latents proviennent principalement des prêts et emprunts libellés en dollar US.

Le poste « Ecarts de conversion actif » comprend une perte de change latente sur les emprunts obligataires pour un montant de 87,5 millions d'euros ainsi qu'une perte de change d'un montant de 5,1 millions d'euros réalisée lors du remboursement du crédit relais de 700 millions de dollars U.S. refinancé à hauteur de 600 millions de dollars U.S. par l'émission des emprunts obligataires de 200 et 400 millions de dollars U.S. en février 2007 (voir note 10), ces derniers faisant l'objet d'une position symétrique de couverture. La perte de change de 87,5 millions d'euros est partiellement compensée par un gain de change de 58,1 millions d'euros sur les prêts consentis à la société CGGVeritas Services US Holding Inc..

Le poste « comptes de régularisation passif » se ventile de la manière suivante :

	Au 31 décembre	
	2011	2010
	(En millions d'euros)	
Profits de change latents	62,6	27,1
Ecarts de conversion passif	62,6	27,1
Comptes de régularisation passif	62,6	27,1

L'augmentation du poste « Ecarts de conversion passif » provient essentiellement du profit de change latent constaté sur les prêts consentis à la société CGG Veritas Services Holding US Inc..

NOTE 15 — RISQUES ET ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2011, les engagements de la Société sont principalement relatifs à des contrats de :

- crédit-bail immobilier lié au nouvel immeuble à usage de bureaux situé à Massy. Le coût annuel de ces loyers s'est élevé à 6,5 millions d'euros pour 2011 contre 1,6 million d'euros en 2010.
- location simple (bureaux). Le coût annuel des loyers s'est élevé à 1,3 million d'euros en 2011 et 2010. Le bail expire le 31 mai 2015.

Le tableau suivant présente les engagements au 31 décembre 2011 :

	Loyers (En millions d'euros)
2012.....	7,9
2013.....	7,9
2014.....	7,9
2015.....	7,0
2016.....	6,5
Au-delà du 31/12/2016.....	<u>35,8</u>
Coût total des loyers futurs.....	<u>73,0</u>
Crédit-bail :	
Partie représentant les intérêts.....	<u>26,7</u>
Valeur actuelle nette des contrats de crédit-bail.....	<u>48,5</u>

Une option d'achat est prévue au contrat de crédit-bail à l'issue d'une période de 12 ans d'un montant de 26,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2011, un amortissement de 0,2 million d'euros a été constaté sur les aménagements et installations.

Autres engagements

Les autres engagements s'analysent de la façon suivante :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
Engagements hors bilan liés au périmètre du groupe consolidé.....	—	—
Engagements hors bilan liés au financement de la Société		
— Garanties émises en faveur des banques(a).....	191,2	17,4
Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles		
— Garanties émises en faveur de clients(b).....	341,5	231,9
— Autres garanties(c).....	810,7	838,6
— Total.....	<u>1 343,3</u>	<u>1 087,9</u>

(a) Les garanties émises en faveur des banques concernent principalement l'autorisation donnée à la filiale CGGVeritas Services Inc. de souscrire des opérations de change et d'opérer un cash-pooling sur son périmètre d'activité. Le solde concerne la couverture de découverts bancaires locaux ou de lignes de garanties bancaires locales.

(b) Les garanties émises en faveur de clients sont des garanties de marché de type soumission, restitution d'acompte et bonne fin.

(c) Les autres garanties concernent des opérations courantes d'engagements douaniers, fiscaux et sociaux dans les filiales étrangères et sociétés liées ainsi que les garanties octroyées dans le cadre de la construction des nouveaux navires sismiques.

Par ailleurs, dans le cadre d'accords antérieurs relatifs à la cession d'activités, des garanties usuelles pour ce type de transactions ont été données.

Il n'existe pas d'engagements hors bilan significatifs non décrits ci-dessus selon les normes comptables en vigueur.

Litiges et autres risques

La responsabilité de la Société est engagée dans des litiges liés à l'activité courante. L'issue de ces procès et actions en responsabilité n'est pas connue à ce jour. La Société estime que les éventuels coûts en résultant, compensés par les indemnités d'assurance ou autres remboursements, ne devraient pas avoir d'impact négatif significatif sur ses résultats ou sur sa position financière.

La Société faisait l'objet depuis 2000 de poursuites de la part de la société Parexpro (Portugal), sous les principaux chefs de détournement de main d'œuvre hautement qualifiée et de détournement de clientèle. Suite à l'incompétence du Tribunal de Commerce confirmée par la Cour d'Appel en 2005, Parexpro avait saisi le tribunal civil de Lisbonne. Cette action est maintenant prescrite devant le tribunal civil.

De l'avis de la Société, au cours des douze derniers mois, il n'existe aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

NOTE 16 — TABLEAU RECAPITULATIF DES OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS

Les tableaux ci-dessous font référence aux informations mentionnées dans les notes 9 et 15.

<u>Obligations contractuelles</u>	<u>Total</u>	<u>Paiements dus par période</u>		
		<u>- 1 an</u>	<u>1 à 5 ans</u>	<u>+ 5 ans</u>
(En millions d'euros)				
Dettes à long terme.....	1 442,0	—	630,5	811,5
Contrats de location simple	4,7	1,4	3,3	—
Contrats de crédit-bail	94,6	6,5	26,0	62,1
Total.....	<u>1 541,3</u>	<u>7,9</u>	<u>659,8</u>	<u>873,6</u>

<u>Autres engagements commerciaux</u>	<u>Total</u>	<u>Montant des engagements de la période</u>		
		<u>- 1 an</u>	<u>1 à 5 ans</u>	<u>+ 5 ans</u>
(En millions d'euros)				
Lignes de crédit	191,2	25,4	38,4	127,4
Garanties.....	810,7	17,7	36,5	756,5
Autres engagements commerciaux.....	341,5	171,4	170,1	—
Total.....	<u>1 343,3</u>	<u>214,4</u>	<u>245,0</u>	<u>883,9</u>

NOTE 17 — CHIFFRE D'AFFAIRES

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires par zone géographique :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
(en millions d'euros)		
France	10,3	10,7
Amériques	0,2	0,2
Total.....	<u>10,5</u>	<u>10,9</u>

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires par activité :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
(en millions d'euros)		
Terrestre	0,2	0,2
Traitement & Imagerie	—	—
Holding.....	10,3	10,7
Total.....	<u>10,5</u>	<u>10,9</u>

NOTE 18 — TRANSFERTS DE CHARGES

Au 31 décembre 2011, le poste transferts de charges d'exploitation s'élève à 18 millions d'euros et provient essentiellement des frais d'émission d'emprunts. Il s'élevait à 0,4 million d'euros en 2010.

NOTE 19 — RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier se détaille ainsi :

	<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	<u>(En millions d'euros)</u>	
Intérêts sur emprunts	(76,4)	(75,7)
Commissions pour garantie	(8,9)	(9,5)
Intérêts s'avances de trésorerie reçues.....	(13,2)	(8,2)
Intérêts s'avances de trésorerie accordées	0,3	8,6
Dividendes (voir Note 2).....	589,4	187,1
Revenus des créances rattachées aux participations	68,4	46,8
Produits de cessions des valeurs mobilières	0,3	0,3
Variation de provisions pour titres de participation	(6,2)	4,7
Variation provisions pour risques de change.....	(16,5)	(2,9)
Amortissement des primes de remboursement d'emprunts	(2,1)	(1,2)
Gains (pertes) de change	33,9	62,8
Divers	0,6	0,7
Résultat financier	<u>569,6</u>	<u>213,5</u>

NOTE 20 — RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel se détaille ainsi :

	<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	<u>(En millions d'euros)</u>	
Plus (moins) values nettes de cessions d'actifs	7,1	(10,8)
Provision pour risque filiales	—	(0,1)
Reprise sur provision pour risque filiales	—	30,5
Reprise de provision pour dépréciation de titres de participation.....	0,8	10,5
Abandon de prêt	—	(15,0)
Pénalité de remboursement anticipé d'emprunt	(13,8)	—
Boni (mali) sur actions propres	—	2,7
Divers	(2,2)	(1,3)
Résultat exceptionnel	<u>(8,0)</u>	<u>16,5</u>

NOTE 21 — IMPOTS SUR LES BENEFCES

L'impôt sur les sociétés se détaille ainsi :

	<u>Exercice clos le 31 décembre</u>	
	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
France		
Charge courante.....	(9,5)	—
Charges du régime d'intégration fiscale.....	(7,3)	—
Produit du régime d'intégration fiscale.....	73,0	43,2
Report en arrière des déficits.....	—	—
Provision pour utilisation de déficits des filiales.....	(22,5)	(24,9)
	<u>33,7</u>	<u>18,3</u>
Etranger		
Charge courante.....	(0,9)	(0,9)
Ecart de change.....	(0,1)	(0,1)
	<u>(1,0)</u>	<u>(1,0)</u>
Total (charge) produit d'impôt.....	<u><u>32,7</u></u>	<u><u>17,3</u></u>

CGGVeritas a opté depuis le 1^{er} janvier 1991 pour le régime de l'intégration fiscale pour ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 %. A ce titre, chaque société du groupe d'intégration fiscale détermine sa charge d'impôt comme si elle n'avait jamais été intégrée et la paye à CGGVeritas SA dans les conditions de droit commun. Par ailleurs, la Société provisionne le coût futur lié à l'utilisation par les filiales des déficits qu'elles transmettent au résultat d'ensemble. Hors impact de l'intégration fiscale, la Société est en déficit fiscal au 31 décembre 2011.

La situation fiscale latente de la Société au 31 décembre 2011 est la suivante :

<u>Nature</u>	<u>Début exercice</u>		<u>Variations</u>		<u>Fin exercice</u>	
	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>	<u>Actif</u>	<u>Passif</u>
	(En millions d'euros)					
1. Décalage certains ou éventuels						
a) Provision pour retraite.....	4,8	—	—	1,1	3,7	—
b) Frais acquisition titres.....	1,4	—	—	0,5	0,9	—
c) Plus-value en sursis d'imposition.....	—	—	—	0,3	—	0,3
d) Ecart de change latents nets.....	—	2,6	—	8,9	—	11,5
e) Provision pour risque de change.....	6,3	—	6,3	—	12,6	—
f) Provision pour risque filiales.....	0,2	—	—	0,2	—	—
g) Autres.....	0,1	—	—	0,1	—	—
Sous-total.....	<u>12,8</u>	<u>2,6</u>	<u>6,3</u>	<u>11,1</u>	<u>17,2</u>	<u>11,8</u>
2. Eléments à imputer						
a) Déficits reportables fiscalement.....	102,4	—	—	16,9	85,5	—
b) Moins-value à long terme.....	—	—	—	—	—	—
Sous-total.....	<u>102,4</u>	—	—	<u>16,9</u>	<u>85,5</u>	—
Total.....	<u><u>115,2</u></u>	<u><u>2,6</u></u>	<u><u>6,3</u></u>	<u><u>28,0</u></u>	<u><u>102,7</u></u>	<u><u>11,8</u></u>

Le contrôle fiscal de la Société, commencé en 2010 et portant sur les exercices 2008 et 2009, s'est finalisé par une acceptation des rehaussements, conduisant à une réduction des déficits d'ensemble reportables non significatifs.

NOTE 22 — PERSONNEL

Les effectifs moyens sont les suivants :

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
— Ingénieurs et Cadres	32	35
— Employés, ouvriers	4	4
Total effectifs	36	39
Personnel mis à la disposition de CGGV par ses filiales.....	1	1

NOTE 23 — REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET MEMBRES DU COMITE EXECUTIF

La rémunération globale brute versée aux membres du Conseil d'administration s'est élevée en 2011 à 730 000 €.

La rémunération globale brute versée aux membres du Comité Exécutif de la Société s'est élevée en 2011 à 3 826 281€.

NOTE 24 — TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES LIEES

La Société fournit des services à une ou plusieurs sociétés du Groupe CGGVeritas dans le cadre de contrats conclus aux conditions de marché. De même, elle reçoit des prestations équivalentes en provenance d'une ou plusieurs de ces sociétés.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	(En millions d'euros)	
Exploitation		
Produits	10,4	10,7
Charges	(0,7)	—
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (créances).....	—	
Clients et comptes courants débiteurs	9,2	7,3
Fournisseurs et comptes courants créditeurs	5,0	13,3
Financier		
Dividendes reçus	589,4	187,1
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (titres)	(6,2)	4,7
Autres produits et (charges) financiers nets	48,9	41,7
Créances rattachées aux participations nettes	852,6	877,9
Avances de trésorerie accordées, nettes	52,1	0,9
Avances de trésorerie reçues	502,8	289,5
Exceptionnel		
Abandons de créances et subvention	—	(15,0)
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (titres)	0,8	10,6
(Dotation) Reprise nette provision dépréciation filiales (risques)	—	30,3
Impôt		
Produit d'intégration fiscale	73,0	44,3
(Dotation) Reprise nette provision pour utilisation des déficits	(22,5)	(24,9)
Intégration fiscale — Comptes courants nets	109,4	104,8
Engagements hors-bilan		
Garanties émises en faveur de clients	341,5	231,8
Garanties émises en faveur des banques	191,1	17,4
Achats à terme de devises	46,4	50,1
Autres garanties	810,7	838,6

NOTE 25 — EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement n'est intervenu postérieurement au 31 décembre 2011.